

LA PRISE DES DEUX PRINCIPALES VILLES DU

Kigali et Butare, au sud du pays, sont tombés hier en fin de matinée entre les mains des combattants du Front patriotique rwandais qui progressent désormais vers des secteurs où sont déployées les unités françaises de l'opération Turquoise. Dans l'après-midi, le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade, a annoncé à Paris qu'une zone humanitaire sûre « était créée » dans le sud-ouest du Rwanda. Les limites géographiques de cette zone - couvrant environ le cinquième du territoire rwandais - ont été communiquées aux belligérants, et la France a fait savoir qu'elle était prête à s'interposer « entre des populations menacées et des bandes armées ». Le FPR, de son côté, a affirmé que cette zone constituait « le dernier retranchement » de l'armée gouvernementale rwandaise et des milices hutues face à l'avancée de ses forces.

LA FRANCE IMPOSE UNE ZONE DE SECURITE

En s'emparant hier de la capitale rwandaise, Kigali, et de la deuxième ville du pays, Butare, dans le sud du pays, l'armée du Front patriotique rwandais a pris de court les stratèges de l'humanitaire militaire français. Face à cet important développement de la situation, Paris a néanmoins créé une zone de sécurité dans le sud-ouest du pays comme il en avait fait part vendredi soir au secrétaire général des Na-

tions unies, et averti que ses soldats interdiront l'accès de cette zone aux « éléments armés » (lire page suivante). La France considère comme « zone humanitaire sûre » une zone devant couvrir les districts de Cyangugu, Gikongoro, et la moitié sud de celui de Kibuye, incluant l'axe Kibuye-Gitarama, jusqu'au col de N'Daba compris, soit un cinquième du territoire du Rwanda, dans le sud-ouest du pays, et la moitié des régions encore contrô-

lées par les forces gouvernementales rwandaises. La « zone humanitaire sûre » que Paris met en place dans le sud-ouest du pays est « d'ores et déjà vouée à l'échec », a réagi hier le représentant du FPR en Europe, Jacques Bihozagara, dans un communiqué daté de Bruxelles. Dénonçant un « projet de néocolonisation », le responsable du Front patriotique rwandais affirme que cette zone constitue le « dernier retranchement » de l'armée gouverne-

mentale et des milices face à l'avancée des forces du FPR. L'initiative française « constitue non seulement une forme de balkanisation du Rwanda sur un modèle ethniquement calculé, mais aussi assure une consolidation des bases arrière de l'armée gouvernementale et des miliciens », souligne le représentant du FPR. Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé avait affirmé auparavant qu'« il n'y a pas d'hostilité de principe à l'action (de la France) et en particulier au concept de zone humanitaire sûre » de la part du FPR. Alain Juppé avait fait cette déclaration à l'issue d'une réunion d'une demi-heure avec le Premier ministre, Edouard Balladur, et le chef d'état-major des armées, l'amiral Jacques Lanxade.

« On a fini par prendre Kigali ! »

Après trois mois de combats, la capitale est tombée aux mains des soldats du FPR. Qui ont été accueillis en véritables libérateurs par les réfugiés et les civils.

Kigali, envoyé spécial
18 heures dimanche soir, un gen-darme est venu me dire que ça allait chauffer, que ceux qui voulaient partir devaient venir et que les autres devaient rester bien à l'abri dans l'église. Vers 22 heures, nous avons vu des dizaines de voitures, de blindés, des hommes à pied et en

armes qui remontaient précipitamment la rue, vers l'hôtel des Mille Collines. Ça a duré jusqu'à 4 heures ce lundi matin. Il y a eu encore des échanges de coups de feu. Et tout à coup, à 8 heures, la porte s'est ouverte. Un officier du FPR est entré et nous a dit: "Vous pouvez sortir, vous êtes sauvés."

Spontanément, Lien Niyozima, qui depuis trois mois servait d'interprète privilégié à la communauté des 11 750 réfugiés à majorité tutsie de l'église Sainte-Famille piégés entre miliciens hutus et bombardements, prend les journalistes par la main. Dans la cour de l'église, la foule des réfugiés applaudit, lance des cris de joie. Les gens accourent pour serrer chaleureusement des mains. Un officier du FPR ouvre les bras et étirent longuement le jeune homme venu à sa rencontre, les yeux mouillés. « Nous ne pouvons pas exprimer la joie que nous ressentons », dit Stanislas Rwumukara, un des doyens de Sainte-Famille. Maintenant, nous sommes prêts à retrouver nos maisons à Kigali, à retourner aux champs. Notre cauchemar est terminé! Le père Venocalas, qui était l'interface des miliciens auprès des réfugiés et qui portait un 9 mm sous son gilet pare-éclats, a choisi de fuir avec les troupes gouvernementales dans leur retraite.

« Où sont passés les soldats ? »

Un peu en contrebas, trois corps gisent sur le gravier. Un jeune garçon, à peine 16 ans, est couché sur le ventre, sa vareuse militaire maculée de sang. Une balle lui a traversé la gorge. « C'est un milicien, mais nous ne savons pas s'il est mort d'un règlement de comptes ou d'une balle du FPR. » Plus loin, une femme respire encore et, à côté d'elle, un homme se tord de douleur, ayant pris une rafale dans les jambes. « Qu'est-ce qui est arrivé? », demande, impressionné, un officier FPR. « Quand les miliciens ont fui, explique Lien, ils ont tiré des rafales sur leur passage. Il aurait pu y avoir plus de blessés. » A deux cents mètres de là, les réfugiés désignent une énorme fosse: « C'est là qu'ont été jetés les corps de soixante personnes, exécutées par la milice le 17 juin der- »

Régissant à la déclaration du FPR, ce dernier a estimé hier que l'opposition armée rwandaise approuverait finalement la création de la zone de sécurité. « Nous lui rendons service, et je pense que le Front patriotique du Rwanda, maintenant, va nous donner son accord » pour cette « zone humanitaire sûre », a déclaré l'amiral Lanxade en précisant qu'il comprenait que le FPR ne donne son accord « que très progressivement », parce qu'il pourrait lui être « gravement reproché de ne pas faire ce qui doit être fait » pour que le Rwanda « puisse vivre de manière pluriraciale ».

A Genève, le ministre du Travail et des Affaires sociales du gouvernement rwandais, Jean de Dieu Habimana, a déclaré qu'il n'avait encore pas de s'exiler au cas où la minorité tutsie prendrait le pouvoir. « Kigali n'était pas tout le pays », a-t-il remarqué en notant que « si la minorité tutsie prenait le pouvoir, ce ne serait pas pour longtemps », puisque 90% de la population - de l'ethnie hutue - « était contre ce pouvoir ».

Pour le ministre, seule une solution politique, autour d'une table de négociations, permettra de résoudre la crise rwandaise.

Enfin, hier soir, le gouvernement belge a décidé de reporter momentanément l'envoi d'une antenne médicale au Rwanda en soutien à l'opération Turquoise menée par les troupes françaises. « A la lumière de l'évolution de la situation politique et militaire sur place, et plus précisément en raison des efforts visant à établir une zone humanitaire sûre, le gouvernement a annoncé un communiqué du cabinet du Premier ministre Jean-Luc Dehaene, est d'avis qu'il est préférable de reporter momentanément le départ du détachement médical ».

A.F. avec AFP

La zone de sécurité proposée par les Français devrait couvrir tout le secteur sud-ouest du pays. Cette zone comprendrait les districts de Cyangugu, Gikongoro, et la moitié sud de celui de Kibuye, incluant l'axe Kibuye-Gitarama, soit près du cinquième du territoire et du tiers de l'ensemble des régions contrôlées par les forces gouvernementales rwandaises. La zone protégée sur cette carte correspond aux limites administratives des secteurs cités mais n'entend pas délimiter l'exact secteur « protégé ».

